Nations Unies

S/PV.7825



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7825e séance

Lundi 5 décembre 2016, à 14 h 25

New York

Président :	M. Oyarzun Marchesi	(Espagne)
Membres :	Angola	M. Gaspar Martins
	Chine	M. Liu Jieyi
	Égypte	M. Aboulatta
	États-Unis d’Amérique	Mme Sison
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Delattre
	Japon	M. Okamura
	Malaisie	M. Ibrahim
	Nouvelle-Zélande	M. van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Ciss
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Rosselli
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

16-41334 (F)





La séance est ouverte à 14 h 25.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2016/1026, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par l'Égypte, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande.

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi.

Je vais maintenant donner la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration avant le vote.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Le vote que vous organisez aujourd'hui, Monsieur le Président, sur un projet de résolution (S/2016/1026) relatif à la situation humanitaire en Syrie, enfreint le règlement intérieur du Conseil de sécurité, puisque, n'ayant été mis en bleu qu'à 11 h 20 ce matin, le projet de résolution ne peut pas être mis aux voix avant demain matin, conformément à la règle des 24 heures. Il n'y a pas de consensus parmi les membres du Conseil pour déroger à cette règle. Cela revêt une importance notable, car le délai supplémentaire aurait permis aux membres du Conseil de prendre en compte certaines circonstances nouvelles et de parvenir au consensus sur un projet de résolution pouvant contribuer concrètement à l'amélioration de la situation humanitaire en Syrie, et en particulier dans l'est d'Alep. Ces circonstances sont les suivantes.

Le 2 décembre, le Ministre russe des affaires étrangères, M. Sergey Lavrov, et le Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Kerry, ont tenu des négociations à Rome. Sur proposition des États-Unis, les pourparlers ont abouti à un accord tendant à ce qu'une réunion d'experts soit organisée à Genève afin de résoudre le problème de l'est d'Alep. Nous nous sommes déclarés prêts à commencer ces discussions immédiatement et à tenir une première réunion le dimanche 4 décembre. Toutefois, nos partenaires des États-Unis ont suggéré qu'elle soit reportée au mercredi 7 décembre, ce que nous avons accepté.

L'arrangement proposé prévoit un retrait complet de tous les combattants des quartiers est de la ville, ce qui est conforme à l'initiative bien connue présentée par M. Staffan de Mistura. On s'attend qu'initialement nous convenions d'itinéraires et de délais pour leur retrait; dès que cela aura été fait, un régime de cessation des hostilités entrera en vigueur, permettant ainsi l'évacuation des combattants. Ainsi, le problème de l'est d'Alep serait effectivement résolu tout en assurant la sécurité des civils, l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et la normalisation de l'ensemble de la situation.

Le projet de résolution dont nous sommes saisis mentionne non pas un retrait des combattants de l'est d'Alep, mais une cessation immédiate des hostilités, tandis que les combattants auraient 10 jours pour indiquer s'ils resteraient parties ou non à la cessation des hostilités. Comme nous le savons, de telles pauses ont été exploitées à chaque fois par les combattants pour reconstituer leur matériel et grossir leurs rangs. Est-ce que le renforcement de leur mainmise sur certains quartiers de la ville vaut vraiment la peine de faire souffrir des milliers de personnes?

La Fédération de Russie ne peut pas soutenir le projet de résolution présenté par la troïka humanitaire. Nous allons voter contre, comme nous en avions franchement prévenu le Conseil. Nous devrions peut-être offrir notre compassion à la troïka humanitaire, qui, comme nous le savons, a encore une fois subi les pressions éhontées des trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité pour qu'un projet de résolution voué à l'échec soit mis aux voix. Nous pensons que de tels efforts sont des provocations qui sapent les efforts du Groupe international de soutien pour la Syrie, en particulier à Alep et alentour.

Des provocations ont lieu non seulement dans la salle du Conseil de sécurité à New York, mais aussi sur le terrain en Syrie. Aujourd'hui, des combattants ont bombardé une unité médicale d'un hôpital de campagne russe à Alep. Une femme médecin militaire et une infirmière russes ont été tuées par une frappe directe et un pédiatre russe est actuellement entre la vie et la mort. Ces personnes aidaient réellement les Syriens, tandis que certains faux gardiens des principes humanitaires ne font que détruire le pays, en soutenant généreusement les terroristes et en continuant de s'inquiéter de leur sort à tout prix afin de mettre en œuvre leurs plans dans

la région. Nous prévenons encore une fois que cette politique est vouée à l'échec.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le représentant de la Russie parler de pourparlers avec les États-Unis. La Russie dit qu'elle était sur le point de conclure un accord avec les États-Unis pour permettre un règlement de la situation dans l'est d'Alep, et que le projet de résolution (S/2016/1026) dont nous sommes saisis compromet la négociation. Il s'agit d'un alibi inventé.

Les États-Unis, notamment le Secrétaire d'État Kerry, ont poursuivi leurs conversations bilatérales avec la Russie pour essayer de trouver un moyen de soulager les souffrances dans l'est d'Alep et alentour. Néanmoins, nous ne sommes pas parvenus à débloquer la situation car la Russie s'est employée en priorité à préserver ses acquis militaires plutôt qu'à aider les civils à Alep. À de nombreuses reprises, la Russie a laissé planer la possibilité d'un accord diplomatique afin de justifier le fait de retarder la prise de mesures au Conseil de sécurité. À chaque fois, les promesses faites par la Russie ont été suivies par des séries de bombardements incessants dont les conséquences humaines sont terribles.

Nous continuons d'avoir des échanges directs avec des pays clefs, y compris la Russie, pour faire face à la terrible situation sur le terrain, mais nous ne laisserons pas la Russie duper le Conseil de sécurité en attendant un compromis de la part des Russes qui semble ne jamais arriver.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Ce n'est pas la première fois que nous voyons cela. Le Secrétaire d'État John Kerry travaillait avec le Ministre des affaires étrangères, Sergey Lavrov, pour obtenir un résultat concret. Cependant, chaque fois qu'un accord est imminent, quelqu'un y fait obstacle. Parfois, le Département de la défense ou une autre instance américaine à Washington en est à l'origine. Maintenant, hélas, cette tactique est employée par la délégation des États-Unis à New York. Il est très regrettable que des accords sérieux soient trouvés puis qu'on nous dise que rien de la sorte n'existe. Il y a eu une réunion et un accord sur des éléments nouveaux présentés par John Kerry, pas par la Russie. Par la suite, on nous a dit que les représentants américains avaient besoin de trois jours supplémentaires pour examiner la question, après quoi on nous a dit qu'aucun accord n'avait été trouvé. Je rappelle que, si l'accord du 12 septembre avait été mis en œuvre, il aurait été possible de s'attaquer au problème dans l'est d'Alep. Une fois de plus, nous devons faire face à la même situation aujourd'hui, et nous le regrettons vivement.

Les États-Unis doivent assumer leur responsabilité, qu'ils essaient de rejeter sur d'autres, en particulier concernant le règlement du problème en Syrie. En tant que Coprésident du Groupe international de soutien pour la Syrie, les États-Unis doivent agir de manière cohérente, mais ce n'est pas le cas. Nous assistons aux conséquences dramatiques de ce manque de cohérence aujourd'hui. Hélas, la délégation des États-Unis, comme les membres du Conseil de sécurité le savent, a de façon éhontée fait pression sur les trois coauteurs du projet de résolution (S/2016/1026) afin que ce texte soit mis aux voix, sachant qu'il ne serait pas adopté. Cela nuit à l'unité du Conseil. Il n'y a plus aucune unité entre les deux Coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie. Cette stratégie est dangereuse.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Égypte, France, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Sénégal, Espagne, Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Uruguay

Votent contre :

Chine, Fédération de Russie, Venezuela (République bolivarienne du)

S'abstiennent :

Angola

Le Président (*parle en espagnol*) : Le résultat du vote est le suivant : 11 voix pour, 3 voix contre et une abstention. Le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Il y a deux mois environ, nous étions réunis au Conseil pour examiner la crise en Syrie, notamment la situation à Alep (voir S/PV.7785). Nous avons tous quitté la salle du Conseil de sécurité en n'envoyant au peuple syrien

que des messages d'échec et des signes qui ne peuvent être interprétés que comme un manque d'intérêt pour les Syriens et le fait que certains font primer des intérêts politiques limités.

Je me rappelle que nous avons alors annoncé devant le Conseil que, malgré la forte polarisation qui a fait suite à la suspension de la coordination entre les deux pôles de la coprésidence du Groupe international de soutien pour la Syrie et l'intensité du conflit politique et militaire entre les diverses parties influentes, nous continuerions d'œuvrer avec les membres du Conseil sur la base des éléments qui reflètent selon nous des principes stables tenant compte uniquement de l'intérêt de la Syrie. Nous avons bel et bien, durant plus d'un mois de négociations difficiles, travaillé sur la base de ces principes avec les membres du Conseil de sécurité, en coopération avec nos deux partenaires dans l'élaboration du projet de résolution S/2016/1026, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande, que je me dois de remercier sincèrement et de saluer, ainsi que leurs représentants permanents et leurs experts spécialisés dans la question de la Syrie. Ils ont fait preuve de détermination, de sérieux et de sincérité dans leurs intentions tout au long des négociations.

Nous continuons de penser que nous sommes parvenus à exprimer une vue extrêmement équilibrée qui illustre les principes qui selon nous ne doivent pas être compromis par des positions politiques. À cet égard, notre démarche était globale et examinait l'ensemble des problèmes actuels sur le terrain. Dans le cadre de notre démarche, nous avons clairement demandé instamment à toutes les parties de mettre fin, 24 heures à compter de maintenant, à toutes les attaques menées à Alep pour une période de sept jours consécutifs afin d'acheminer l'aide humanitaire dans la ville et de sauver les civils, une aide suspendue depuis juillet dernier. Nous avons également exigé que les dispositions relatives à la cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire syrien soient appliquées immédiatement, conformément à la résolution 2268 (2016), qui comprend également un accès humanitaire à l'ensemble du peuple syrien à l'aide humanitaire, notamment dans les zones assiégées et difficiles d'accès.

Nous avons également de façon explicite exigé que toutes les parties cessent toute collaboration avec les organisations terroristes qui contrôlent de grandes parties du territoire syrien, notamment Daech et le Front el-Nosra, qui se fait maintenant appelé le Front de la conquête du Levant. La coopération de certaines parties avec le Front de la conquête du Levant, ou el-Nosra pour être précis, a commencé il y a plus d'un an et demi, sans dissuasion. Certains groupes s'y sont engouffrés à des niveaux sans précédent sur lesquels il n'est pas possible de se taire. À cet égard, il convient peut-être également d'inviter le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, seule entité chargée de la classification des terroristes, à suivre de près l'évolution de cette situation afin qu'il puisse prendre ses décisions à l'avenir sur une base claire.

Je voudrais également appeler le Groupe international de soutien pour la Syrie à reprendre ses travaux, qui ont été lancés par nos frères jordaniens il y a un an. Nous les en remercions, tout comme nous les remercions de leur participation aux efforts en cours.

Nous appelons également à la reprise du processus politique et des négociations, qui doivent aboutir à une transition, conformément au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et à la résolution 2254 (2015), et ce, le plus tôt possible. Je tiens également à indiquer clairement que la suspension de ces négociations est inacceptable. Il est également inacceptable de garder le silence s'agissant de ceux qui entravent ces négociations, qui qu'ils soient.

Nous étions déterminés à mettre ce projet de résolution aux voix aujourd'hui, même si nous étions parfaitement conscients des positions complexes de certains États Membres relativement à toute action du Conseil de sécurité sur cette question. Cette détermination ne se fonde pas sur des intérêts politiques, mais sur notre ferme conviction que nous avons raison. Par conséquent, l'Égypte poursuivra ses efforts dans ce sens. Nous continuerons à utiliser notre capital politique auprès de toutes les parties, notamment les grandes puissances et les pays amis, qu'ils soient alliés ou ennemis sur le champ de bataille syrien, pour répondre aux appels des Syriens, indépendamment de leurs affiliations ou positions politiques.

Le fait que notre pays n'est pas partie à ce conflit ne signifie pas que nous y sommes indifférents. Au contraire, nos efforts visent avant tout à régler ce conflit, et non à l'exacerber ou en tirer parti. J'en appelle à la conscience des parties au conflit – qu'elles soient internes, régionales ou internationales. Ce pourquoi vous vous battez en Syrie – est-ce que cela justifie vraiment de voir des mères et des pères tenir leurs enfants mourants dans leurs bras? Quelle est cette

victoire que vous recherchez? Quelle est cette influence à laquelle vous aspirez qui justifie que des millions de Syriens soient forcés à fuir et à être à la merci des étrangers? Quelle religion, quelle secte peut justifier une telle effusion de sang?

J'aimerais également m'adresser au peuple syrien, toutes affiliations et confessions confondues- les arabes, les kurdes, les druzes, les yézidis, les musulmans, les chrétiens, les sunnites, les chiites et les alaouites. C'est vrai, nous n'avons pas été en mesure d'imposer un règlement ou d'apporter un changement rapide de la situation sur le terrain, ce qui aurait permis de mettre fin immédiatement à cette tragédie. Cependant, nous avons de la détermination et de la persévérance. Plus important encore, nous avons de la bonne volonté et de bonnes intentions. Nous resterons aux côtés du peuple syrien et nous allons utiliser tous les outils politiques dont nous disposons jusqu'à ce que nous parvenions à un règlement définitif et jusqu'à ce que les aspirations des Syriens à la liberté et à la démocratie dans un État souverain et uni, à l'abri de l'extrémisme et du terrorisme soient réalisées. Nous promettons aux Syriens que nous poursuivrons sur cette voie droite, guidés exclusivement par ce que nous dicte notre conscience humaine vis-à-vis d'un peuple frère. Nous nous engageons à lutter contre toutes les tentatives visant à exacerber le conflit.

M. van Bohemen (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande est profondément déçue par le fait que le Conseil de sécurité n'a pas pu faire preuve d'unité aujourd'hui pour adopter le projet de résolution contenu dans le document S/2016/1026.

Le projet de résolution déposé par l'Égypte, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande ne représentait qu'un petit pas. À notre avis, il s'agissait du minimum requis pour que le Conseil réagisse de façon crédible à la situation qui règne à Alep et dans le reste de la Syrie. Il s'agissait d'une résolution humanitaire destinée à réduire l'intensité des combats et à permettre d'acheminer l'aide humanitaire aux civils qui en ont le plus besoin. Il est bien connu que cela fait des mois que la Nouvelle-Zélande déploie des efforts en vue de la réalisation de cet objectif. Le fait que le Conseil n'ait pas agi malgré les exposés mensuels décrivant une situation insoutenable et les appels de plus en plus pressants lancés par Staffan de Mistura, Stephen O'Brien et d'autres porte un coup dur à la réputation du Conseil et a des conséquences catastrophiques pour le peuple syrien.

Comme je l'ai dit la semaine dernière (voir S/ PV.7817), en déposant cette résolution, nous poursuivons les mêmes objectifs que ceux qui ont guidé notre action en ce qui concerne la Syrie depuis que nous siégeons au Conseil. Ce sont ces mêmes objectifs qui ont amené le Premier Ministre néo-zélandais à convoquer une réunion de haut niveau en septembre (voir S/PV.7775). Ces objectifs étaient et demeurent la réduction de la violence, le rétablissement du cessez-le-feu, l'acheminement de l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin et la création de conditions propices à la reprise des pourparlers politiques. L'Égypte, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande travaillent sur cette résolution depuis plus d'un mois. Nous avons mené de vastes consultations et nous avons pris en considération le plus grand nombre d'avis possible – ou du moins c'est ce que nous pensions, en vue de parvenir à un consensus tout en améliorant concrètement la situation des civils syriens sur le terrain. Je voudrais faire remarquer que la délégation que nous avons consultée le plus et dont nous avons pris en considération le plus grand nombre de changements proposés est la délégation russe. Nous avons distribué la dernière version de ce texte à tous les membres du Conseil et demandé au Secrétariat de le mettre en bleu vendredi le 2 décembre à 20 heures. Cette demande a été portée à la connaissance de tous les membres du Conseil. Il est profondément décevant que l'on avance comme argument une simple question de procédure pour reporter l'adoption de ce texte, surtout étant donné son caractère pratique.

Le veto d'aujourd'hui est une autre condamnation contre la Russie, ceux qui ont soutenu la Russie et le Conseil. Le veto d'aujourd'hui démontre au monde que pour Moscou et Damas, ce que nous ne cessons tous de répéter – à savoir qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Syrie – n'est rien d'autre que des paroles vides de sens. Il est clair que ces pays recherchent une victoire militaire et que par conséquent, c'est cet objectif qu'ils poursuivent activement, même au prix du carnage qui continue d'être infligé au peuple syrien.

Outre les conséquences catastrophiques du vote d'aujourd'hui pour la crédibilité du Conseil, nous ne devons pas oublier que les plus grands perdants sont ceux qui, au lieu d'avoir la chance de connaître à nouveau un semblant de vie normale sur le terrain, continuent d'être l'objet de bombardements et d'explosions qui leur gâchent la vie depuis tant d'années. Cependant, nous ne devons pas nous laisser décourager par la profonde déception d'aujourd'hui. La Nouvelle-Zélande poursuivra ses efforts au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et ailleurs pour continuer à essayer de protéger les civils syriens.

M. Delattre (France) : Nous regrettons profondément que le projet de résolution (S/2016/1026) déposé par l'Égypte, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande n'ait pu être adopté. Face à une situation d'une gravité exceptionnelle, il était et il est de la responsabilité des membres du Conseil de soutenir, sans hésitations, tout ce qui peut permettre de sauver des vies. C'est ce qu'a fait la France aujourd'hui, aux côtés de la grande majorité des membres du Conseil, conscients de la responsabilité écrasante qui nous incombe de préserver la paix et la sécurité internationales.

Le texte qui nous était présenté n'était pas parfait par définition, il était le fruit d'un compromis. Mais s'il avait été adopté il aurait constitué une fragile lueur d'espoir, certes partielle et bien tardive, mais qui nous aurait permis de travailler, et de travailler ensemble pour sauver des vies, mettre un terme à la tragédie d'Alep et rechercher les conditions d'une solution politique.

En exigeant l'arrêt complet des attaques durant sept jours renouvelables, pour permettre aux acteurs humanitaires de parer aux urgences vitales à Alep-Est, ce n'est pas une concession que nous demandions. C'était la réponse minimale aux demandes répétées de l'ONU, des acteurs humanitaires, relayées depuis des mois par les membres du Conseil, à commencer par la France. C'était le délai minimal pour permettre l'accès de l'assistance humanitaire et les évacuations médicales sous la responsabilité de l'ONU, conformément, il faut le rappeler, aux obligations découlant du droit international humanitaire. Nous ne faisions qu'exiger du régime et de ses soutiens qu'ils se mettent enfin en conformité avec les obligations qui s'imposent à eux au titre du droit international humanitaire.

En faisant traîner la négociation le plus longtemps possible, puis en s'opposant à un texte pourtant très modéré, la Russie a fait le choix de rester sourde aux appels de la communauté internationale et de poursuivre dans son soutien et dans celui de l'Iran aux efforts du régime syrien visant à prendre Alep quel qu'en soit le coût humain. C'est bien le sens de ces veto successifs.

Depuis le début de la crise syrienne, la France a défendu une position constante, à savoir le primat de la solution négociée face à l'impossibilité d'une solution militaire, car seule une solution politique permettra de répondre aux aspirations du peuple syrien, d'assurer une paix durable et d'endiguer le terrorisme. La France est convaincue que la fuite en avant militaire du régime et de ses soutiens n'est pas seulement une faute morale, mais qu'elle est aussi une erreur stratégique – une erreur stratégique qui, au-delà de la Syrie, met en danger la communauté internationale tout entière. Sans solution politique, la Syrie restera ce qu'elle est aujourd'hui : un pays dévasté, divisé, en proie à des combats incessants et le premier bastion du terrorisme international.

Pour autant, la France ne se résigne pas au nouveau constat de blocage que nous faisons aujourd'hui. La seule solution au conflit syrien est politique, je l'ai dit, et rien ne saurait faire dévier la France de cette conviction. Rien ne la fera dévier non plus de la feuille de route qui a été agréée par la communauté internationale : une solution politique fondée sur le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et la résolution 2254 (2015), avec la mise en place d'une autorité de transition disposant des pleins pouvoirs exécutifs. Ce n'est pas une position idéologique, c'est la seule issue possible qu'impose la réalité en Syrie.

Nous avons constaté que les discussions engagées à Lausanne et à Genève en format restreint n'ont pas permis d'enrayer l'offensive en cours. Pour cette raison, la France en appelle à la reprise immédiate d'un dialogue international crédible et inclusif, associant tous les acteurs ayant prise sur le conflit syrien, pour sauver la population martyre d'Alep de la destruction. Elle souhaite que soit menée à son terme l'initiative portée par le Canada à l'Assemblée générale pour exiger l'arrêt de toutes les attaques.

Dans ces heures sombres pour Alep et pour la Syrie, qui mettent en jeu, ne nous y trompons pas, la crédibilité du Conseil, nous n'avons pas le droit de baisser les bras. Nous avons l'obligation morale et politique d'agir, et donc de nous rassembler, pour mettre un terme à la tragédie d'Alep et rechercher les conditions d'une solution politique qui est, encore une fois, la seule issue possible au drame syrien. Tel est et tel sera le sens des efforts de la France.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Il y a tout juste cinq jours dans cette salle (voir S/PV.7822), je demandais ce qu'il faudrait pour mettre un terme à l'horreur à Alep. Aujourd'hui, la Russie et sa poignée de disciples ont montré qu'ils n'ont absolument aucune intention de répondre à cette question. Au contraire, pour la sixième fois en cinq ans, ils ont choisi de bloquer l'adoption de mesures concrètes et de prendre le Conseil de sécurité en otage. Le plus tragique, c'est qu'en agissant ainsi, ils prennent également en otage la vie de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents qui vivent actuellement un enfer à Alep.

Ils prétendront que nous les avons contraints à opposer leur veto, qu'il n'y a pas eu suffisamment de temps consacré à des consultations véritables, que nous les avons forcés à voter pour des raisons politiques. Ces excuses sont éculées. Le projet de résolution (S/2016/1026) a été distribué il y a plus d'un mois. Pourtant, durant la majeure partie de cette période, la Russie a tout simplement refusé le dialogue, préférant soutenir l'assaut d'Assad contre Alep plutôt que de négocier avec les autres membres du Conseil de sécurité.

Je tiens à rendre hommage aux efforts déployés par l'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne pour tenter de dégager un consensus sur une question aussi sensible. Ces pays n'ont rien laissé au hasard, multipliant en particulier les gestes à l'intention de la délégation russe. Ils ont mis en bleu leur premier texte il y a une semaine. Ils l'ont modifié pour prendre en compte les vues de la Russie, et ils ont mis en bleu leur version finale vendredi. C'est cette version, datée du 2 décembre, que nous avons devant nous. J'exhorte donc toutes les délégations à ne pas chercher à se cacher derrière des arguments procéduraux, hypocrites et factices.

Le veto de la Chine est particulièrement surprenant. En dépit de ses prises de position répétées contre la politisation et pour le dialogue, la Chine a choisi de prendre le parti de la Russie – qui est partie au conflit. Pour dire les choses simplement, ces pays ont choisi de mettre leur veto non pas parce qu'il n'y a pas eu assez de consultations, mais à cause de la confiance déplacée qu'ils témoignent depuis longtemps à un despote qui a tué près d'un demi-million de ses concitoyens, autorisé le meurtre de civils qui fuient les ruines d'Alep sous les bombes – un despote qui préférerait réduire la Syrie en cendres plutôt que de négocier une paix qui n'a que trop tardé.

Je pourrais continuer, mais je préfère poser une autre question à la Russie. Quel était son objectif aujourd'hui? Depuis 71 ans, le Conseil a la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Chaque personne présente dans cette salle s'est engagée à honorer cette responsabilité. Pourtant, en opposant son veto aujourd'hui, la Russie a une fois de plus bloqué une action constructive et crédible – une action qui nous aurait permis d'honorer notre responsabilité collective. Comment ce veto sert-il les intérêts de la paix et de la sécurité internationales? En quoi est-il conforme aux principes que nous tous ici sommes censés défendre?

La Russie prétend qu'elle lutte contre le terrorisme et que son veto aujourd'hui vise à débarrasser la Syrie des extrémistes. Ce n'est que pure fiction. Bloquer un cessez-le-feu de sept jours – un cessez-le-feu qui aurait permis d'acheminer de l'aide, de nourrir des enfants affamés –, ce n'est pas lutter contre le terrorisme. Poursuivre les bombardements aveugles contre les civils et les attaques contre des installations médicales, ce n'est pas lutter contre le terrorisme. Appuyer un régime qui utilise des armes chimiques et commet des crimes de guerre, ce n'est pas lutter contre le terrorisme. Le Russie prétendra que ses intentions sont respectables – et même humanitaires. Mais là n'est pas le sujet. Nombre de membres du Conseil ont promis des sommes généreuses – le Royaume-Uni a pour sa part alloué 900 millions de dollars. Toutefois, nous savons tous que l'argent importe peu quand l'aide humanitaire ne peut même pas être acheminée. Et nous savons tous qui se met en travers de la route de l'ONU et de ses partenaires humanitaires. Nous savons tous qui utilise une tactique qui ne laisse d'autre choix que de mourir de faim ou de se rendre, et qui bombarde les civils pour les contraindre à se soumettre.

Même si la Russie n'use pas de son influence pour arrêter les bombardements ou permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, il n'est pas trop tard pour qu'elle et le régime préviennent des atrocités pires encore. La Russie peut encore garantir la protection des civils qui quittent l'est d'Alep. La Russie peut encore permettre à l'ONU de protéger ceux qui fuient et de jouer un rôle dans la planification des évacuations.

Le monde et le peuple syrien n'oublieront pas le rôle joué par la Russie, qui a commis – et aidé le régime à commettre – de tels crimes haineux en Syrie. Que l'on regarde encore les visages de ceux qu'ont laissent mourir de faim, se vidant de leur sang et agonisant à Alep. Ce ne sont pas des terroristes. Que l'on regarde encore et que l'on change de cap. Nous avions l'occasion aujourd'hui de stopper les bombardements et de laisser l'aide y entrer. Nous avons encore une fois échoué, mais nous devons poursuivre nos efforts jusqu'à ce que nous y parvenions.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je vais être très bref. Ma délégation a voté pour un projet de résolution (S/2016/1026) qui nous paraissait très insuffisant. L'Uruguay sait que le règlement de la crise en Syrie requiert un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel partout dans le pays. Ce projet est très éloigné de notre point de vue. Mais nous ne pouvions pas voter contre, car le moins qu'on puisse faire c'est d'arriver à une pause dans le massacre. Quant à

s'abstenir, il n'y a pas de choix à faire entre sauver des vies et poursuivre le massacre. Résultat, nous avons donc voté en étant pleinement convaincus que le projet était – j'insiste – insuffisant.

Je ne doute point qu'en Syrie, en ce moment, très peu de gens se préoccupent de savoir quand le texte a été rédigé. En outre, il est certain qu'ils ne veulent pas non plus savoir pourquoi on se préoccuperait de ce type de situations. De toutes les manières, ce qui est très grave c'est que le Conseil de sécurité continue d'être incapable de remplir son rôle. Nous devons nous demander à quoi a servi toute cette séance. D'une certaine façon, elle nous rappelle le roman de Gabriel García Márquez, *Chronique d'une mort annoncée*, dans lequel tout le monde sait que Santiago Nasar va être assassiné ce jour par les frères Vicario, mais personne ne fait rien.

Je crois que la différence ici est que beaucoup s'efforcent de parvenir à un consensus, qui continue de nous échapper. Mais je crois que nous devons encore batailler dur pour que la solution à la crise en Syrie soit une solution politique et non militaire; une solution qui doit impliquer les Syriens et qui doit être menée par eux; et une solution de laquelle doivent être certainement écartés les nombreux groupes terroristes, qui,aujourd'hui encore, font continuellement obstacle à la recherche de toute solution à la crise.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : Le conflit en Syrie a continué de s'aggraver ces derniers temps, détériorant gravement la situation humanitaire dans certaines régions et faisant profondément souffrir le peuple syrien. La Chine se déclare extrêmement préoccupée par la situation en Syrie et compatît avec le peuple syrien qui souffre du fait de ce conflit. Dans les circonstances actuelles, il est d'autant plus nécessaire que la communauté internationale reste attachée à un règlement politique de la question en Syrie. Elle doit œuvrer de concert pour remettre la question syrienne sur les rails, et trouver une solution par le biais de négociations pacifiques et du dialogue ainsi qu'un moyen fondamental de sortir du conflit dès que possible.

Une action de la part du Conseil de sécurité concernant la question syrienne doit favoriser l'action sur les quatre volets, à savoir le rétablissement du cessez-le-feu, des pourparlers de paix politiques, la coopération antiterroriste et les secours humanitaires. La situation en Syrie est complexe, délicate et grave. Les parties concernées, comme la Fédération de Russie et les États-Unis, mènent une action diplomatique pour apaiser la situation en Syrie. Les mesures que doit prendre le Conseil de sécurité doivent appuyer les initiatives diplomatiques susmentionnées et coopérer avec elles.

Le projet de résolution (S/2016/1026) sur lequel le Conseil vient de procéder à un vote contient des mesures concrètes pour soulager la situation humanitaire en Syrie. Les membres du Conseil, notamment les corédacteurs du texte, ont tout fait pour parvenir à un consensus. Ces efforts auraient dû se poursuivre afin que le Conseil puisse parler d'une seule voix au monde extérieur et éviter de politiser la question humanitaire. Un vote sur le projet de résolution alors que des divergences profondes subsistaient non seulement n'est pas favorable à l'action menée par les pays concernés, mais n'aide pas non plus à améliorer situation Syrie. La situation en Syrie est le résultat de multiples facteurs qui se recoupent. Le seul moyen d'aller de l'avant c'est d'adopter une approche intégrée pour trouver un règlement global, juste et approprié.

La communauté internationale doit œuvrer de concert pour soulager la situation humanitaire en Syrie. Elle doit aussi considérer la situation dans son ensemble, continuer d'appuyer le rôle de l'ONU en tant que principal canal de médiation, et encourager les parties syriennes à trouver un accord qui soit acceptable pour tous, par le biais de négociations pacifiques fondées sur le principe « dirigées et prises en mains par les Syriens ». Le Conseil de sécurité doit rester uni sur la question syrienne et parler d'une seule voix. Il doit œuvrer de concert et jouer un rôle constructif aux fins d'un règlement politique rapide de la question syrienne.

Enfin, je voudrais demander au représentant du Royaume-Uni de quel droit il se permet de déformer la position d'autres pays. Le Conseil de sécurité est une instance solennelle; ce n'est pas un endroit pour lancer des attaques infondées contre les positions sérieuses d'autres pays. Adopter une approche responsable et respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies sont le minimum exigé de chaque État Membre qui participe aux travaux du Conseil. Je voudrais demander au représentant du Royaume-Uni de mettre fin à cette pratique qui empoisonne l'atmosphère au Conseil de sécurité et abuse de cette instance solennelle qu'est le Conseil. Ce n'est pas la première fois qu'il le fait, et j'espère qu'un tel comportement ne se répétera pas à l'avenir.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela se déclare une fois encore

préoccupée par le terrible conflit armé qui ensanglante la Syrie et qui fait souffrir particulièrement la population civile. Nous condamnons, quels qu'en soient les auteurs, les attaques aveugles contre la populations civile et les agents humanitaires, les bombardements des hôpitaux et des établissements de santé ainsi que l'imposition de sièges à la population civile. À cet sujet, nous condamnons les récentes attaques menées par les groupes armés de la prétendue opposition modérée contre un hôpital de campagne russe et son personnel humanitaire, qui ont causé la mort de deux professionnelles de la santé russes.

Notre pays a voté contre le projet de résolution (S/2016/1026) sur la situation dans l'est d'Alep, parce que nous estimons que ce texte ne reflète pas de manière appropriée la situation sur le terrain, en particulier la menace que représente le Front el-Nosra et ceux qui lui sont affiliés dans l'est d'Alep. Nous regrettons que depuis le début du conflit armé il y a cinq ans, certains membres du Conseil directement impliqués dans cette guerre sanglante continuent de privilégier leurs desseins géopolitiques au détriment du peuple syrien et du traitement objectif de la problématique humanitaire.

Malheureusement, on politise de nouveau l'aspect humanitaire et l'on évite de parler des raisons et des facteurs qui expliquent et alimentent cette tragédie. Une guerre terrible a été imposée à la Syrie, et certains pays ont, de manière constante, appuyé les groupes terroristes qui sont les bourreaux du peuple syrien. Les auteurs de cette horreur se font même entendre et offensent les pays qui, au sein du Conseil de sécurité, ne leur donnent pas le feu vert pour poursuivre leur agression contre la Syrie. À cet égard, j'appuie sans réserve la déclaration du Représentant permanent de la Chine.

Comme nous l'avons dit le 8 octobre (voir S/PV.7785), la lutte coordonnée menée par les Gouvernements syrien et russe contre le terrorisme est la manière la plus efficace de défendre la population syrienne contre l'horreur et la mort que sèment les terroristes dans les territoires qu'ils contrôlent dans l'est d'Alep. Une menace réelle existe dans cette ville et se caractérise par la présence de milliers de combattants du Front el-Nosra et d'autres groupes terroristes, qui séquestrent des milliers de civils qui y résident et les utilisent comme boucliers humains, en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Cette forme de lutte des groupes terroristes se retrouve sur tous les fronts, comme c'est actuellement le cas à Mossoul. Cette tactique terroriste ne peut pas empêcher une lutte directe contre le fléau du terrorisme.

Le vote de ce jour ne visait pas à porter assistance à la population d'Alep, qui subit les assauts de la guerre, mais à donner une dimension propagandiste à la question humanitaire, afin de nuire aux efforts de coopération déployés par la Fédération de Russie dans la lutte antiterroriste. Aujourd'hui, avec ce vote, le Conseil de sécurité, en dépit de l'avis de plusieurs de ses membres, montre de nouveau son manque d'unité sur cette question, ce qui est préjudiciable au règlement politique du conflit. S'il y avait eu un intérêt sincère à parvenir à un texte consensuel, comme ce fut le cas avec la résolution 2319 (2016) sur le renouvellement du mandat du Mécanisme d'enquête conjoint, le Conseil aurait été en position d'adopter une résolution propre à remédier à l'ensemble de la situation sur le terrain. C'est d'autant plus déplorable que, actuellement, des efforts diplomatiques sont en cours à Genève, entre les coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie. Nous insistons pour que soit privilégiée la voie diplomatique.

D'un autre côté, il faut garder à l'esprit que le Gouvernement syrien est pleinement habilité à défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale étant donné que le pays est menacé par le terrorisme de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et du Front el-Nosra. C'est pourquoi les opérations militaires en cours, en coordination avec la Russie, visent à reprendre le contrôle des territoires qui étaient occupés par ces groupes terroristes. Il s'agit donc de préserver l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de cette nation, conformément aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

Dans son combat contre ces organisations terroristes, il est apparu clairement que le Gouvernement syrien était pleinement attaché et déterminé à protéger sa population contre la barbarie terroriste, laquelle a été encouragée par des éléments extérieurs résolus à renverser les autorités légitimes de ce pays. Pour notre part, une constatation s'impose : les civils de l'est d'Alep fuient les terroristes qui se servent d'eux comme boucliers humains, pour se rendre dans le territoire contrôlé par le Gouvernement, où ils trouvent sécurité et aide humanitaire.

Dans l'est d'Alep, les organisations terroristes utilisent les habitants comme boucliers humains, comme le fait l'EIIL dans les zones qu'il contrôle. Ces organisations ont la mainmise sur l'aide humanitaire,

qu'elles utilisent dans leurs propres intérêts, sans se soucier de la tragédie que cela entraîne pour le peuple syrien. Nous avons insisté sur le fait que l'opposition dite modérée devait se désolidariser totalement d'Al-Qaida et du Front el-Nosra pour faire la preuve réelle de ses intentions, aux fins de restaurer la paix par le biais des négociations politiques. L'opposition doit s'associer à la lutte contre le terrorisme, et non faire partie de ce fléau, comme c'est malheureusement le cas actuellement.

Il va sans dire que le règlement de ce conflit ne sera pas militaire mais politique. Cela ne signifie toutefois pas que le Gouvernement syrien doive renoncer à la responsabilité qui lui incombe de protéger le peuple contre le terrorisme et de protéger son propre territoire. Nous mettons une nouvelle fois en exergue les efforts de l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, pour parvenir à un règlement politique et pacifique de ce conflit. Nous appelons les parties à s'attacher résolument à promouvoir l'objectif commun de restaurer la paix et la stabilité dans ce pays, en commençant par faire en sorte que tous les combattants se retirent effectivement de l'est d'Alep.

Enfin, nous plaidons pour une sortie négociée et politique de cette terrible crise. Il faut mettre un terme à l'ingérence étrangère en Syrie. Le peuple syrien a payé le tribut ultime pour défendre son intégrité et sa souveraineté et pour triompher du terrorisme. La communauté internationale, et le Conseil de sécurité en particulier, doit réunir le consensus pour impulser des mesures constructives afin de venir à bout de la violence et de rétablir la paix.

M. Ibrahim (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie a maintes fois appelé le Conseil de sécurité à agir avec davantage de détermination sur la question de la Syrie. Nous estimons donc que ce dernier effort initié par l'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne était une tentative pour assoir l'autorité du Conseil et faire en sorte qu'il s'acquitte de ses responsabilités, en réglant concrètement la situation de plus en plus grave qui règne en Syrie, notamment à Alep.

Le principal objectif poursuivi par le projet de résolution (S/2016/1026) – instaurer un cessez-le-feu à Alep et acheminer une assistance humanitaire ô combien nécessaire –, est une nécessité impérieuse pour réduire le nombre de morts et l'étendue de la destruction et sauver des milliers de vies dans la ville assiégée, en particulier parmi les femmes et les enfants. Ma délégation accorde également une importance capitale au sort des milliers de personnes qui courent un risque considérable de mourir de faim. Point n'est besoin par ailleurs d'expliquer la nécessité d'activer très vite le plan humanitaire en quatre points des Nations Unies visant à reprendre les livraisons de fournitures médicales et de nourriture. La présence du personnel médical pour traiter les nombreux malades et blessés est tout aussi urgente.

Compte tenu des raisons impérieuses qui le sous-tendent, ma délégation a voté pour le projet de résolution. Nous insistons systématiquement pour que soit allégée la situation humanitaire catastrophique que subissent des civils innocents en Syrie. C'est pourquoi nous sommes extrêmement déçus que ce projet de résolution humanitaire n'ait pas été adopté. C'est une véritable trahison des espoirs placés dans la capacité du Conseil de soulager les souffrances atroces provoquées par un conflit brutal.

Nous avons passé des heures à écouter les récits bouleversants qui relatent cette catastrophe humanitaire. Or, face à l'incapacité d'agir du Conseil, aurons-nous le courage d'écouter davantage d'exposés qui ne laissent rien à l'imagination? Il faut prendre des mesures qui feront cesser les combats, pour permettre l'acheminement de l'assistance humanitaire dont les Syriens ont désespérément besoin.

Dans l'intérêt des vies innocentes, nous ne perdrons pas espoir. Nous ne pouvons pas céder au désespoir. Nous continuerons d'appuyer toute initiative, que ce soit au sein du Conseil ou ailleurs, qui vise à mettre fin au conflit brutal et à la destruction qui font rage dans l'est d'Alep.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine salue les efforts dévoués des délégations espagnole, néo-zélandaise et égyptienne. L'Ukraine a voté pour le projet de résolution (S/2016/1026) car nous espérions de tout cœur qu'il atteindrait l'objectif de mettre fin à la dangereuse spirale de la violence en Syrie et qu'il contribuerait à soulager les intenses souffrances infligées à la population. Le projet de résolution représentait une lueur d'espoir, certes faible mais suffisamment rare pour être remarquée, dans le tableau par ailleurs très sombre que constitue la question syrienne au Conseil.

C'est précisément pour cette raison que nous sommes atterrés – même si nous ne sommes guère surpris – par le fait que, en définitive, tous ces efforts ont été une fois de plus mis en échec par la Fédération de Russie. Il est consternant d'invoquer le règlement intérieur, comme s'il était plus important que les

principes mêmes qui sous-tendent l'ONU et le Conseil de sécurité, sans parler des vies d'innocents de plus en plus nombreux qui sont sacrifiées à Alep.

Si le projet de résolution avait été adopté, il aurait été un pas – petit mais significatif – indiquant que le Conseil s'acquittait de ses responsabilités collectives. Il aurait aidé à prévenir ce qui est désormais l'une des tragédies humanitaires les plus graves de l'époque moderne. Il est on ne peut plus regrettable que l'argument antiterroriste continue d'être utilisé par la Russie comme prétexte pour justifier les bombardements des forces de l'opposition et des civils à Alep et ailleurs. L'histoire jugera ceux qui ont empêché le Conseil de s'acquitter de son devoir.

Nous soulignons une fois encore que l'ONU doit de toute urgence examiner les rapports alarmants faisant état de l'utilisation intensive d'armes incendiaires et autres armes aveugles, y compris des bombes anti-bunker. Nous insistons fermement pour que ceux qui commettent des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres violations graves du droit international humanitaire soient amenés à rendre des comptes. Je suis sûr qu'ils le seront.

Envoyons également une fois de plus un message clair à ceux qui envisagent de reconquérir les quartiers est d'Alep. L'idée qu'une victoire du régime ramènera par la force des choses la stabilité en Syrie est une dangereuse illusion. Ce à quoi nous assistons est la transformation d'Alep en une autre Grozny, et un scénario à la Grozny en Syrie est possible mais ne sera jamais viable. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Abu Jaafar, un médecin légiste de l'est d'Alep, a récemment déclaré à un journaliste,

> « Vous savez, ce n'est pas notre métier d'enterrer les morts, mais si nous ne le faisons pas, personne d'autre ne le fera. Alors que nous enterrions autrefois une personne, ce sont à présent des familles entières que nous ensevelissons. Nous creusons et nous creusons sans fin. »

Nous creusons et nous creusons sans fin. Aujourd'hui, nous avions la possibilité non pas d'arrêter, mais d'interrompre brièvement le carnage en cours dans l'est d'Alep. Nous avons échoué en raison d'un acte cynique. D'un geste de la main, la Russie, la Chine et le Venezuela ont montré qu'ils ne veulent pas que les souffrances de l'est d'Alep prennent fin. Ils ont entendu les cris des personnes plaidant pour leur vie, se terrant dans la cave de leur maison en ruine, fouillant dans les déchets pour trouver de quoi manger, et ils ont dit, « Non, le Conseil de sécurité ne peut pas vous aider ». Au lieu de cela, la Russie, de concert avec son allié, Bashar Al-Assad, va continuer de les bombarder.

Aujourd'hui, nous entendrons beaucoup de mots de la Russie; nous en avons déjà entendu beaucoup. Mais c'est l'utilisation par la Russie de son droit de veto pour bloquer une brève pause humanitaire qui est éloquente aujourd'hui. Les mains levées qui ont bloqué le projet de résolution d'aujourd'hui (S/2016/1026), laquelle visait à venir en aide aux civils, nous montrent tout ce que nous avons besoin de savoir concernant les intentions de la Russie en Syrie, et la Russie ne peut blâmer personne d'autre qu'elle-même pour son droit de veto aujourd'hui.

S'il avait été adopté et mis en œuvre, le projet de résolution auquel la Russie et la Chine ont opposé leur veto aujourd'hui aurait établi une pause de sept jours dans les combats faisant rage dans les quartiers est d'Alep. Cette pause aurait permis à l'aide humanitaire vitale d'entrer dans l'est d'Alep et aux civils qui veulent s'échapper d'en sortir. Il n'y avait rien de politique dans ce projet de résolution. Son but était, en fait, très simple : arrêter les bombardements, arrêter les tirs d'obus et aider la population.

Il n'aurait même pas dû être nécessaire de proposer ce projet de résolution. Après tout, cela fait longtemps que le Conseil demande au régime de permettre l'acheminement immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire, et, bien sûr, le droit international humanitaire exige que les civils ne soient pas pris pour cible. La situation dans l'est d'Alep est si grave que le Conseil doit exiger des parties qu'elles respectent des normes qui, nous le savons tous, doivent s'appliquer. Qu'il me soit permis de dire au Conseil ce à quoi la Russie et la Chine ont aujourd'hui opposé leur veto en bloquant ce projet de résolution et en permettant au bombardement de l'est d'Alep de continuer. Ils ont opposé leur veto à la fourniture de médicaments de base aux personnes qui mourront sans eux. Ils ont opposé leur veto à l'évacuation des malades et des mourants qui n'ont aucune chance de survie dans les hôpitaux et les dispensaires de l'est d'Alep détruits par les bombes. Ils ont opposé leur veto à l'acheminement de nourriture à des civils qui pourraient mourir de faim et, dans le cas des enfants vulnérables, souffrir des effets à long terme d'une malnutrition aiguë. Ils ont opposé leur veto à la vie de Syriens innocents. Cet acte est une condamnation à mort d'hommes, de femmes et d'enfants innocents.

Nous ne nous faisions aucune illusion que le projet de résolution d'aujourd'hui offrirait une solution durable aux combats à Alep, et encore moins dans l'ensemble de la Syrie. Mais, s'il avait été mis en œuvre, il aurait incontestablement sauvé la vie de civils syriens. Il aurait atténué leurs souffrances, ne serait-ce que pour une semaine, et il aurait peut-être créé un espace pour que d'autres solutions plus durables se fassent jour au-delà d'une brève pause dans le carnage. En raison du veto d'aujourd'hui, il n'en est rien.

Les Syriens pris au piège dans l'est d'Alep continueront donc d'avoir à choisir entre deux enfers : rester sur place et être bombardés, affamés et pilonnés à mort, ou tenter de s'évader et risquer d'être bombardés ou abattus par des tireurs embusqués ou torturés ou « disparus » par les forces du régime.

Je voudrais partager ce qu'un habitant de l'est d'Alep a vécu au cours de la semaine écoulée. Modar Shekho est un infirmier d'urgence. Son frère a été tué dimanche dernier par une frappe d'artillerie, semble-t-il. Le père de Modar est sorti chercher un endroit où enterrer son fils. Ce faisant, il a lui aussi été tué par une frappe aérienne. Modar a ainsi perdu son frère et son père. Qu'on y songe : des parents tués alors qu'ils cherchent un endroit où enterrer leurs enfants. Et trouver un endroit où enterrer les morts dans l'est d'Alep devient de plus en plus difficile. Les cimetières sont pleins; ils le sont depuis longtemps. Les gens ont commencé à creuser des tombes peu profondes dans des parcs publics, creusant à toute vitesse afin d'éviter le sort du père de Modar. Ils ont même cessé d'enterrer leurs proches pendant la journée; c'est tout simplement trop dangereux.

Le veto de la Russie et de la Chine signifie que nous, au Conseil, n'avons pas réussi à mettre un terme à cette destruction. L'histoire retiendra qu'une fois encore, la Russie, de concert avec la Chine et le Venezuela, ont contrecarré les efforts du Conseil visant à aider le peuple syrien, et ce, pour la deuxième fois en l'espace de deux mois.

Les États-Unis saluent les efforts inlassables déployés par la Nouvelle-Zélande et l'Espagne pour trouver un moyen ici au Conseil de sécurité de mettre fin aux combats dans l'est d'Alep. Nous apprécions également vivement le rôle de chef de file joué par l'Égypte pour préparer et défendre ce projet de résolution pendant des semaines et pour demander au nom des pays de la région les plus touchés par le conflit l'arrêt de la campagne sanglante menée par la Russie et le régime d'Assad, un appel que la Russie a ouvertement défié en opposant son veto à ce projet de résolution.

Face à cet acte inhumain, nous ne devons pas baisser les bras. Les civils de l'est d'Alep ne peuvent empêcher les bombes de tomber sur la ville ni obtenir les vivres et les médicaments dont ils ont besoin pour survivre, mais nous qui ne sommes pas pris au piège en avons le pouvoir. Alors que la Russie a profité de son siège permanent au Conseil de sécurité pour bloquer le projet de résolution d'aujourd'hui, le reste d'entre nous avons donc l'obligation de continuer à chercher d'autres moyens de faire pression sur elle et le régime d'Assad pour qu'ils mettent un terme à cette agression dévastatrice. Chaque fois qu'une de nos tentatives échoue, nous devons être prêts à rechercher une autre stratégie pour mettre fin au carnage. Nous pouvons tous nous battre plus fort et redoubler d'effort pour faire en sorte que la Russie ne puisse jamais dissimuler ses agissements, que nous ne restions jamais silencieux face à ces atrocités et exercions une pression maximale pour mettre un terme à cette campagne militaire barbare.

M. Okamura (Japon) (*parle en anglais*) : Le Japon a appuyé le projet de résolution (S/2016/1026) proposé par les trois co-rédacteurs, l'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne, parce que nous estimons qu'il aurait pu permettre de répondre aux besoins humanitaires urgents à Alep et ailleurs en Syrie. Comme le Japon l'a souvent souligné, notre principale priorité est de prendre des mesures qui améliorent la situation sur le terrain, indépendamment de l'impasse politique qui prévaut actuellement.

Il est très regrettable que les membres du Conseil de sécurité n'aient une fois de plus pas pu surmonter leurs différends. C'est au Conseil qu'il incombe en dernier ressort de remédier à la situation humanitaire dévastatrice en Syrie. Nous avons beaucoup travaillé et sommes sur le point de conclure un accord sur la façon d'alléger les longues souffrances du peuple syrien. J'exhorte vivement les membres du Conseil à ne pas renoncer à nos efforts individuels et collectifs et à reprendre nos débats immédiatement après la présente séance.

M. Gaspar Martins (Angola) (*parle en anglais*) : Nous avons, hélas, été contraints de nous abstenir dans le vote sur le présent projet de résolution (S/2016/1026) qui, s'il avait été négocié avec pour seul objectif de sauver la vie de Syriens, aurait été adopté par consensus. Une résolution visant à arrêter les bombardements pendant 24 ou 48 heures, ou même

sept jours, des bombardements qui reprendraient immédiatement après, n'est pas ce qui est attendu du Conseil. Nos consultations pointaient clairement vers le résultat auquel nous sommes parvenus : un projet de résolution qui ne pouvait pas être adopté puisque nous ne sommes pas parvenus à un consensus. L'Angola n'a cessé de chercher à donner au Conseil le moyen d'arriver à un consensus et continuera sur cette voie. Face à une situation comme celle que connaît la Syrie, nous devons rester unis. Je tiens à signaler clairement que l'Angola continuera de contribuer à la recherche d'une solution qui permettra de sauver des vies en Syrie en mettant fin aux bombardements et à cette guerre qui continuent de faire tant de victimes.

Nous devons établir une paix durable en Syrie, pas seulement à Alep, et je suis sûr que si le Conseil continue, comme il se doit, d'être uni dans l'action et d'avoir un objectif clair, nous devrions pouvoir atteindre cet objectif, comme lorsque nous avons adopté des résolutions précédentes sur la Syrie.

M. Ciss (Sénégal) : En décidant, Monsieur le Président, de voter pour le projet de résolution (S/2016/1026) sur la situation humanitaire, présenté par les trois coauteurs, en Syrie, en l'occurrence, l'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne, la délégation sénégalaise a voulu se faire l'écho des nombreux appels de mise en garde lancés au Conseil, y compris à l'intérieur même de cette salle, à agir de toute urgence pour éviter que la ville d'Alep, en particulier la partie orientale, ne devienne une tragédie sans précédent si nous n'agissons pas rapidement sous le regard insistant de la communauté internationale.

Au-delà de a ville d'Alep, il s'agit d'œuvrer pour redonner un souffle nouveau à la cessation des hostilités sur l'étendue du territoire syrien à travers la mise en œuvre effective de la résolution 2268 (2016) de façon à favoriser la fourniture de l'aide humanitaire et l'évacuation des blessés et des personnes vulnérables. Il s'agit également de se donner les moyens de lutter plus efficacement contre le terrorisme dans le cadre d'une stratégie globale soucieuse du respect du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

C'est donc pour toutes ces raisons que ma délégation réitère son appel au Groupe international de soutien pour la Syrie, en particulier à ses deux Coprésidents, à poursuivre tous les efforts nécessaires en vue de parvenir à l'application d'une trêve effective et durable de nature à donner sa chance à un processus politique crédible sous l'égide des Nations Unies et sur la base du Communiqué de Genève et de la résolution 2254 (2015).

C'est en nous rassemblant autour de l'objectif de paix et de stabilité en Syrie que nous parviendrons à combattre efficacement les organisations terroristes telles que l'État islamique et le Front el-Nosra, qui sont en définitive des ennemis communs.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

Nous regrettons vivement les vetos opposés au projet de résolution (S/2016/1026) présenté aujourd'hui par l'Espagne, l'Égypte et la Nouvelle-Zélande. L'Espagne considère que ce texte, qui est certes loin d'être parfait et arrive sans nul doute trop tard pour les milliers de vies déjà perdues, aurait permis de protéger la population civile d'Alep des conséquences les plus graves de la guerre en Syrie. Il aurait même ouvert la porte au rétablissement de la cessation des hostilités dans le reste du pays.

Quelque divisé que soit le Conseil de sécurité sur la riposte à adopter face à un conflit, il n'en continue pas moins d'avoir, conformément à la Charte des Nations Unies, une responsabilité à assumer. S'il est impossible de maintenir la paix, il faut, pour le moins, respecter le droit international humanitaire qui interdit d'attaquer la population civile et exige la distribution périodique d'une aide humanitaire.

L'Espagne, l'Égypte et la Nouvelle-Zélande ont la responsabilité de suivre la situation humanitaire en Syrie. Ces deux dernières années au Conseil de sécurité, nous avons souvent été tentés de fournir une riposte aux affrontements en Syrie. Nous ne l'avons pas fait afin d'éviter des divisions stériles au sein du Conseil et de ne pas entraver les négociations en cours au sein d'autres forums.

Nous avons rédigé plus d'un projet de résolution qui n'a pas vu le jour. Nous avons également refusé de participer à des initiatives qui risquaient d'antagoniser des membres du Conseil. Mais cette fois-ci, nous ne pouvions pas nous taire. Et d'ailleurs, l'Assemblée générale se réunira d'ici trois jours en vue d'examiner une résolution qui exigera du Conseil qu'il réagisse face à la gravité de la crise en Syrie.

S'agissant de ce projet de résolution, comme l'ont signalé mes collègues d'Égypte et de Nouvelle-Zélande, nous avons tenu les premières négociations

le 3 novembre. En dépit de la situation désespérée de la population syrienne, nous avons laissé passer un temps suffisant en vue de parvenir à un consensus. Nous avons œuvré à trouver des formules qui permettent de concilier des positions très divergentes, voire contraires. Nous avons pris en compte les propositions de toutes les délégations qui ont souhaité contribuer à la rédaction du texte.

Nous avons fait tout notre possible et, j'ose presque dire, l'impossible, pour arriver à un accord. Nous regrettons que notre effort ait été vain, mais nous considérons que nous nous devions de le faire.

L'année 2016 est le quatrième centenaire de Cervantès, et on se souviendra que *Don Quichotte* nourrissait le rêve impossible de devenir un chevalier errant. Et aujourd'hui, à la suite du veto opposé à ce projet de résolution, la délégation espagnole sort de son rêve, mais elle n'a aucun regret.

Je tiens enfin à remercier l'Égypte et la Nouvelle-Zélande qui nous ont accompagnés dans notre vaine tentative de mettre fin aux affrontements en Syrie. Cela a été un honneur que de travailler avec ces deux délégations.

Je reprends à présent me fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Chine a demandé à faire une autre déclaration.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : Le Conseil de sécurité a un travail très important à accomplir, et je ne veux pas accaparer plus de temps de ses membres, mais, s'agissant de la déclaration de la représentante des États-Unis, il y a un point que j'aimerais souligner,

Comment la situation en Syrie en est-elle arrivée à ce point, et comment les problèmes que connaissent d'autres pays du Moyen-Orient ont-ils pris de telles proportions? Où ont-ils commencé, et pourquoi? Quel a été le rôle joué par les divers pays concernés?. Les faits sont très clairs. Tous les membres du Conseil les connaissent parfaitement. Et ce n'est pas en déformant la position de certains pays membres du Conseil qu'on les changera. J'ai déjà expliqué la position de la Chine et n'ai aucune envie de me répéter.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : En ce qui me concerne, la discussion s'est arrêtée de manière un peu inattendue lorsque vous avez pris la parole à titre national, Monsieur le Président. Or, je voulais dire quelques mots après le vote également. Je serai bref étant donné que nous avons discuté à maintes reprises de la situation en Syrie, y compris tout récemment. Nous avons déjà expliqué notre position. Mais puisque j'ai entendu des questions rhétoriques, voire polémiques, qui ont été posées concernant les objectifs poursuivis par la Russie, je vais donc expliquer au Conseil ce que tente d'obtenir la Russie: la Russie veut trouver une solution, y compris par l'intermédiaire du Conseil, qui ait une vraie chance de succès. L'initiative dont M. Sergey Lavrov et le Secrétaire d'État John Kerry ont débattu il y a deux jours a une chance de réussir parce qu'elle devrait nous permettre de mettre fin une fois pour toutes à la tragédie qui se déroule depuis de nombreuses années déjà à Alep – que ce soit dans la partie est ou dans la partie ouest . Alep est en fait une seule et immense zone de combats. Je regrette que la représentante des États-Unis ait été aussi agressive dans sa déclaration. Une fois encore, sa déclaration a clairement montré que la délégation des États-Unis tente d'une certaine manière de désavouer l'initiative du Secrétaire d'État Kerry. Mais j'espère que ce dernier trouvera la force de la mener à bien parce qu'elle pourrait bien déboucher sur une solution efficace et durable.

Je voudrais à présent revenir brièvement sur la déclaration faite par le représentant de l'Ukraine. Bizarrement, tous les reproches que le représentant de l'Ukraine a adressés à Damas pourraient en fait s'appliquer mot pour mot à Kiev, et à l'opération « antiterroriste » qui est menée dans la région du Donbass.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Je m'excuse de reprendre ainsi la parole mais je me dois de répondre à la délégation des États-Unis qui a fait allusion au vote de mon pays.

Premièrement, je voudrais rappeler, comme l'a si bien dit l'Ambassadeur de la Chine, que les États-Unis ont une grande part de responsabilité dans le déclenchement et l'évolution du conflit syrien, avec les conséquences que nous voyons aujourd'hui. La politique interventionniste au Moyen-Orient, que ce soit en Iraq, en Libye ou en Syrie, est l'une des causes principales de l'émergence du terrorisme et de la déstabilisation

générale des institutions et des États d'Afrique du Nord auxquelles nous assistons.

De ce fait, il n'y a plus de structure institutionnelle pour barrer la route au terrorisme. Les armées ont été réduites à néant, de même que tous les appareils d'État. C'est pourquoi invoquer la crise humanitaire qu'ils ont eux-mêmes provoquée n'est rien d'autre que du cynisme politique. Comme tous ici, le Venezuela, membre non permanent du Conseil de sécurité élu par l'Assemblée générale, a pour responsabilité fondamentale de faire passer les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et les buts de l'ONU avant tout intérêt national ou géopolitique. C'est la raison pour laquelle dans toutes les résolutions sur lesquelles nous votons et dans toutes nos actions, nous appuyons fermement les principes de l'ONU qui s'opposent à l'ingérence étrangère et défendent la souveraineté, et apportons ainsi notre modeste contribution à la paix. Nous le faisons sans deux poids, deux mesures; sans poser de conditions préalables et en toutes circonstances.

Le Président Obama a reconnu publiquement ses erreurs en ce qui concerne l'intervention en Libye. Le débat politique interne en Amérique du Nord tourne beaucoup autour des erreurs commises en Iraq et en Syrie. Ce qui est regrettable, c'est que pendant que ce débat et cette attitude se poursuivent au Conseil, les Syriens continuent d'être les victimes de l'effroyable violence qui leur a été imposée et d'une situation dans laquelle les groupes terroristes ont détruit et dévasté un pays tout entier. Aussi avons-nous, nous les membres du Conseil de sécurité, des responsabilités partagées, certes, mais aussi clairement différenciées. Des pays sont impliqués directement dans ce conflit et pourraient faire un petit peu plus pour y trouver une solution politique. C'est pourquoi nous avons foi dans les efforts du Groupe international de soutien pour la Syrie, dont les deux coprésidents sont membres du Conseil.

Par ailleurs, nous ne pouvons permettre que les discussions et les divergences politiques au sein du Conseil que ces types de vote révèlent au grand jour nous détournent de notre objectif principal, à savoir vaincre le terrorisme. Notre responsabilité en tant que Conseil de sécurité doit être d'appuyer une solution politique. Il n'y a pas de solution militaire possible, comme cela a été dit ouvertement. Bien entendu, en tant qu'êtres humains, nous aimerions que la situation humanitaire change radicalement pour les populations en Syrie, en Iraq, en Yémen et en Libye, qui endurent de grandes souffrances du fait de la guerre. Mais ne soyons pas naïfs : toute amélioration, toute solution passe nécessairement par un accord politique, par une cessation des hostilités et par un règlement que toutes les parties peuvent respecter afin de faire en sorte que les Syriens, et eux seuls, décident de leur avenir, sans ingérence et sans interventionnisme.

Le Président (*parle en espagnol*) : La représentante des États-Unis d'Amérique a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Puisque certains orateurs qui viennent de s'exprimer ont évoqué la question de l'origine de la crise syrienne, je voudrais rappeler que c'est en mars 2011 que des manifestations contre Bashar Al-Assad ont éclaté en Syrie. Il les a réprimées de manière violente, ce qui a entraîné une escalade dramatique de la situation, puis il a fait appel à d'autres pour l'appuyer. L'ONU a adopté de multiples résolutions et publié d'innombrables communiqués, qui tous commencent par demander un cessez-le-feu, et c'est encore ce que nous avons tenté de faire aujourd'hui. Toute allégation tendant à faire croire le contraire concernant la position des États-Unis sur cette question est absurde.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant de l'Ukraine a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Pour la première fois au Conseil de sécurité, c'est avec plaisir que j'ai entendu la Fédération de Russie comparer la Syrie et l'Ukraine, parce que c'est exactement le message que nous essayons de faire passer au Conseil depuis que nous y siégeons. Les méthodes employées par la Fédération de Russie et ceux qui sont à sa solde dans le Donbass sont exactement les mêmes que celles utilisées en Syrie. D'abord ils interviennent, ensuite ils essayent de jouer les médiateurs.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Ce sont les parrains du terrorisme qui rêvent de voir la chute de la Syrie, tout comme ils ont rêvé d'enterrer l'Iraq, la Libye et le Yémen. Mais je suis sûr que lorsqu'ils s'endorment, leurs nuits sont pleines de cauchemars et que les malédictions des Syriens, des Libyens, des Yéménites et des Palestiniens viennent les hanter.

Dès les tout premiers jours de la guerre terroriste imposée à mon pays, la Syrie, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, qui ont appelé à l'action, sont devenus dignes du titre des trois mousquetaires qui défendent le terrorisme. Si seulement ils prenaient pour modèle Don Quichotte, que vous avez mentionné, Monsieur le Président, car c'était une personne noble qui luttait pour la justice humaine. Ces trois États-là, en plus d'autres États non membres du Conseil – tels que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite – demandent que soient convoquées des séances officielles ou officieuses et des consultations très officieuses, selon différentes formules, et présentent un projet de résolution après l'autre, d'une façon qui a poussé l'Organisation des Nations Unies à abandonner ses buts et principes les plus importants en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Du fait des pratiques erronées de certains, l'Organisation est maintenant devenue une instance et un outil pour défendre, protéger et promouvoir le terrorisme en Syrie et pour saper le consensus international sur la lutte contre lui. Si cela continuait d'être le cas, nous ne serions pas étonnés que les Gouvernements de ces États présentent la candidature de terroristes – tels que le Britannique Jihadi John, le Français Abou Murrah, l'Américain Abou Huraira, le Turc Abou Mekdad, le Saoudien Abdullah Al-Muhaysini ou le Canadien Abou Abdul Rahman, en plus d'Abou Jaafar, d'Alep, qui vient d'être mentionné par la représentante des États-Unis – pour le prix Nobel de la paix. Ou, en fait, que les Gouvernements britannique et français baptisent des rues de Paris et de Londres des noms d'Abou Mohammed al-Joulani, le dirigeant du Front el-Nosra, ou d'Abou Bakr al-Baghdadi, le dirigeant de Daech, pour commémorer éternellement leur contribution à l'action humanitaire à Alep, à la promotion de la démocratie et à la protection des civils.

Nous souhaitons demander aujourd'hui aux trois mousquetaires où ils étaient. Pourquoi sont-ils restés silencieux? Pourquoi cette attitude honteuse concernant le bombardement de l'hôpital de campagne russe aujourd'hui par les soi-disant terroristes modérés, tuant deux médecins russes et blessant des membres du personnel médical et des patients, et qui sont défendus par ces États en actes et en paroles au sein et en dehors du Conseil de sécurité? L'hôpital de campagne en question avait été mis en place pour soigner des civils innocents libérés par l'armée syrienne et ses alliés des mains des terroristes du Front el-Nosra, qui les avaient utilisés comme boucliers humains. Un fait est bien établi : les terroristes sont entrés dans Alep pendant l'été 2012, comme deux responsables de l'Organisation des Nations Unies, M. de Mistura et, avant lui, M. O'Brien, l'ont enfin reconnu dans leurs exposés les plus récents (voir S/PV.7822) au Conseil de sécurité.

La libération de quelque 100 000 civils, y compris des dizaines de milliers d'enfants, à Alep – dans la zone que les membres appellent l'est d'Alep – n'avait jamais fait partie des plans des Gouvernements des trois mousquetaires et de leurs supplétifs. Sinon, ces gouvernements se seraient félicités des réalisations de l'armée syrienne et de ses alliés, qui luttent contre le terrorisme en Syrie au nom de tous les membres de la communauté internationale – maintenant que la menace du terrorisme est présente partout dans le monde à cause des politiques irresponsables et du chantage politique de bas étage de ces gouvernements.

Je ne vais pas narrer les souffrances de notre population à Alep, soumise aux pratiques des groupes terroristes – ni, en fait, les récits horribles des personnes libérées de la criminalité et de la barbarie de ces groupes. Mais je confirme que le Gouvernement de la République arabe syrienne, soutenu par ses alliés, ne cédera pas aux tentatives de ces trois États et de leurs supplétifs d'exploiter le Conseil de sécurité afin qu'il appuie les terroristes en Syrie. Nous n'allons pas décevoir notre population à Alep. Nous n'hésiterons pas dans notre devoir constitutionnel et juridique d'expulser les terroristes d'Alep et de tout le territoire syrien. Nous n'hésiterons pas à sauver les Syriens du fléau et des pratiques de ces groupes, conformément aux principes du droit international et en application des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme – à l'instar de tout État Membre de l'Organisation internationale qui tient à sa souveraineté.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne et ses alliés ont respecté toutes les trêves précédentes, car nous accordons une grande valeur à la vie des civils syriens. Toutefois, ces périodes ont été simplement utilisées par les groupes terroristes, soutenus et dirigés par leurs commanditaires – des États membres ou non du Conseil de sécurité –, en tant qu'occasion pour regrouper leurs forces, reconstituer les rangs de leurs combattants terroristes et obtenir davantage d'armes et de ressources militaires, humaines et logistiques, afin de perpétrer leurs crimes contre la population syrienne. Dans ce contexte, la population syrienne et l'opinion publique internationale libre posent la question suivante : le Conseil de sécurité a-t-il jamais adopté une résolution

pour imposer une trêve aux terroristes, simplement pour leur accorder un répit et leur permettre de se réarmer?

Face à ce chantage politique de bas étage de la part des trois mousquetaires, le Gouvernement syrien, soutenu par ses alliés, continuera de n'épargner aucun effort – comme il le fait depuis les tout premiers jours de la guerre contre le terrorisme – pour défendre le droit international humanitaire, protéger les civils et s'acquitter de son devoir d'aider tous les Syriens qui sont dans le besoin, notamment en mettant récemment en place un passage sûr pour les civils à Alep, afin de faciliter leur sortie. En outre, il a été donné aux personnes armées la possibilité de déposer leurs armes pour rétablir la paix et la stabilité dans la ville. En échange, les organisations humanitaires internationales et leurs responsables – y compris le Bureau de la coordination des affaires humanitaires –, qui ont versé des larmes au Conseil de sécurité, n'ont à ce jour rien fait pour aider les habitants d'Alep libérés du terrorisme par l'armée syrienne.

Il appartient maintenant aux États Membres de l'Organisation internationale de ne pas succomber aux tentatives faites par certains États, membres du Conseil de sécurité ou non, pour imposer l'adoption de projets de résolution qui ne font que renforcer et promouvoir le terrorisme en Syrie. Aucun État Membre n'est à l'abri du terrorisme. Pour ceux qui privilégient les intérêts de la population syrienne, soit pour soulager ses souffrances, soit pour parvenir à un règlement politique conduit par les Syriens, je souligne qu'ils doivent frapper à la porte du Gouvernement syrien. Son adresse est connue de tous.

Pour terminer, je tiens à dire qu'un État membre permanent du Conseil, dont le Ministre des affaires étrangères justifie le meurtre par l'armée de l'air saoudienne de milliers de civils au Yémen, ce qui détruit ce pays, n'est certainement pas en droit de porter de fausses accusations contre d'autres. Aujourd'hui, le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni a dit que l'Arabie saoudite n'avait franchi aucune ligne rouge au Yémen et que le Royaume-Uni continuerait de fournir des armes et des conseils à l'Arabie saoudite dans sa guerre contre le Yémen. C'était la déclaration, mot pour mot, du Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, ce qui est tout à fait contraire à ce dont le monde est témoin : le bombardement d'hôpitaux, le meurtre de civils et la destruction des infrastructures au Yémen.

La séance est levée à 16 heures.